

As bees in flowers alighting cease to hum,  
So settling into place Grigs grow dumb.

Voilà les observations qu'il faisait sur l'attitude des libéraux de cette époque. Je pose la question aux hommes d'affaires de la Chambre—et il s'en trouve siégeant à droite; il y en a qui sont vivement intéressés dans l'industrie, comme je le dirai tout à l'heure, et à qui je demande de discuter ce sujet franchement. Voici donc un gouvernement qui retire, en six ans, une somme de 400 millions supérieure à celle encaissée par le gouvernement précédent dans un égal laps de temps et, tout ce qu'il peut faire, c'est d'indiquer une réduction de dette de 39 millions. Il a eu ces sommes immenses à sa disposition et, avec une prodigalité téméraire, une mauvaise volonté qui désespère les contribuables, il a gaspillé ces sommes dans des entreprises dont la Chambre va entendre parler. Or, il se vante aujourd'hui d'avoir effectué cette petite réduction de 39 millions de la dette consolidée du pays, pendant ces six années.

Il est bon de faire observer que, pendant cette période, le Gouvernement a fort augmenté nos obligations fondées par des emprunts à brève échéance qui ont été remboursés depuis. Rien que l'an dernier, le ministre des Finances a remboursé 20 millions d'obligations à 4 p. 100 avec 20 millions d'obligations à 4½ p. 100. Il avait du 4 p. 100 en souffrance, et, comme il l'a dit dans son discours du budget, il l'a remplacé par du 4½ p. 100, payant ainsi un taux de ½ p. 100 de plus qu'auparavant, et alors qu'il s'agissait d'obligations à long terme, trente ans, au lieu d'obligations de trois ans. L'an dernier, j'ai suggéré à la Chambre ce qu'on pouvait faire relativement à la dette nationale, mais cela a été mal reçu par mes honorables amis de la droite. On peut bien dire qu'en analysant les choses on verra que l'application du principe que j'ai indiqué aux obligations à longue échéance peut n'être pas satisfaisante, mais je vais ajouter ceci: Le ministre des Finances a accepté et appliqué ma proposition d'obtenir 45 millions des banques à 4 p. 100 au pair. Voilà tout. Je ne m'attribue pas un mérite exagéré en disant que c'est par suite de la proposition exprimée à la Chambre, l'an dernier, que mon honorable ami a pu effectuer cette opération. Il emprunta 45 millions de dollars,—et le ministre des Finances n'est pas un homme à nier le fait,—à un intérêt de 4 p. 100, tandis qu'il avait emprunté au taux d'intérêt de 4½ p. 100 les 20 millions obtenus en marché libre, à un peu plus de 97. Vous voyez donc que si ma proposition paraissait vague et quelconque à l'honorable député de Battleford-Nord (M. McIntosh) et à d'autres,

[L'hon. M. Bennett.]

elle répondait néanmoins aux besoins de ce cas particulier.

Que dire encore de la dette nationale? Nous devrions faire un effort déterminé pour en effectuer l'amortissement. A cet égard, permettez-moi de lire une simple remarque du président Coolidge mieux appropriée à notre pays qu'aux Etats-Unis, je crois. Portant la parole, en novembre dernier, devant l'Union League, le président a dit:

A la fin de cette année financière, nous aurons remboursé environ le tiers de notre dette entière. Les économies en intérêts seulement s'élèvent à environ un million par jour. Mais il nous reste encore une dette de 18 milliards de dollars à liquider. C'est une menace pour notre crédit. C'est le plus grand point faible dans la ligne de défense nationale. C'est le plus grand obstacle sur la voie de notre progrès économique. Il faut amortir cette dette le plus tôt possible, sous un régime d'impôts raisonnable. Cette opération n'est possible qu'en continuant la plus rigide économie dans l'administration publique.

La réalisation de ces résultats n'a pas été aisée. Elle a été extrêmement difficile. Elle n'est rien moins qu'ordinaire. Elle marque une nouvelle époque et constitue un nouvel exploit en heureuse administration des finances publiques. L'énormité de la besogne apparaît quand on se rappelle que le Congrès fut convoqué en session supplémentaire au printemps de 1921, et siégea deux ans environ. La tâche n'est pas encore achevée, mais nous sommes arrivés à un point où nous entrevoyons la fin. Nous nous dirigeons vers une ère nouvelle.

La pratique persévérante de l'économie dans la gestion des affaires nationales nous met aujourd'hui en mesure d'effectuer d'autres dégrèvements modérés. Mais rappelez-vous que les dégrèvements ne sont possibles qu'à cause de l'économie pratiquée. N'importe qui peut dépenser l'argent économisé par d'autres. (*Exclamations.*)

Les exclamations des partisans du ministère indiquent qu'ils sont tout à fait disposés à dépenser à bref délai les économies d'autrui, car c'est un fait que la population du pays n'a pas sensiblement augmenté, et cependant l'Etat a prélevé sur les contribuables des sommes croissantes chaque année, et prélève cette année la plus grande somme d'impôts jamais perçue. Et, en outre, le Gouvernement ne s'efforce pas d'établir le complément de taxes considérables, l'économie. Où sont les économies? Indiquez-moi celles que le Gouvernement a pratiquées. Le très honorable premier ministre pourra peut-être en tracer un vif tableau, mais il n'y en a pas d'indices dans le rapport de l'auditeur général ou dans les crédits déposés, c'est tout ce que je puis dire.

Je fais un pas de plus. Quelle est la réforme que je préconise au sujet de la dette nationale? Je me demande si la députation se rend compte que, depuis l'époque de Pitt, ce grand financier qui, en 1798, fut le créa-